



HAL
open science

La dynamique kurde en Syrie dans le contexte géopolitique de l'après-Assad

Aimad Hesso, Cyril Roussel

► To cite this version:

Aimad Hesso, Cyril Roussel. La dynamique kurde en Syrie dans le contexte géopolitique de l'après-Assad. Le Rubicon, 2025, 5. <halshs-05432064>

HAL Id: halshs-05432064

<https://shs.hal.science/halshs-05432064v1>

Submitted on 26 Dec 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

La dynamique kurde en Syrie dans le contexte géopolitique de l'après Assad

Par Aimad Hesso¹ et Cyril Roussel²

Résumé : Dans la Syrie de l'après-Assad, les acteurs politiques nationaux issus de près de quinze années de guerre sont entrés dans une période de méfiance. Après les massacres à l'encontre des communautés alaouites et druzes, les forces arabo-kurdes du nord-est syrien représentent pour une part des Syriens une autre voie que celle, jugée dirigiste et centralisée, d'Ahmad Al-Shara. Les Kurdes pourront-ils négocier avec Al-Shara et l'inciter à accepter une vision plus inclusive de la Syrie de demain ?

Mots-clés : Syrie, kurde, politique, géopolitique, sécurité, Moyen-Orient.

Le 10 mars 2025, l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) a signé [un accord historique](#) avec le gouvernement de transition syrien, marquant ainsi, pour la première fois dans l'histoire moderne de la Syrie, l'obtention par les forces kurdes d'une légitimité politique et juridique dans le processus de transition engagé depuis la fin du régime des Assad. Cependant, [la déclaration constitutionnelle](#) unilatérale du président Ahmad Al-Shara du 13 mars a menacé ce fragile consensus, créant de nouvelles tensions internes rapidement éclipsées par des développements géopolitiques majeurs, parmi lesquels l'abandon – certes encore partiel – des sanctions ; les massacres dans les régions peuplées de minorités religieuses ; et enfin, les tensions avec Israël.

Ce texte examine un pan de la dynamique politique complexe en cours en Syrie, en se concentrant sur l'émergence des forces kurdes en tant qu'acteur régional clé dans un contexte de soutien occidental, de rivalités régionales et de fragilité du gouvernement de transition à Damas. Car après les massacres à l'encontre des communautés alaouites et druzes, l'AANES représente pour une part des Syriens, essentiellement ceux issus des minorités toujours sceptiques face à la coloration islamiste du nouveau régime, une autre voie que celle, jugée dirigiste et centralisée, d'Ahmad Al-Shara. Les Kurdes pourront-ils négocier avec Al-Shara et l'inciter à accepter une vision plus inclusive de la Syrie de demain ? A l'heure où des avancées semblent [se concrétiser dans le domaine militaire](#) entre Damas et les Forces démocratiques syriennes (FDS) - mouvement armé qui protège le territoire de l'AANES - quelle place peuvent jouer les forces kurdes dans ce pays en redéfinition ?

L'accord de mars 2025, la crise constitutionnelle Damas/Qamishli et les lignes rouges de Damas

L'accord du 10 mars 2025 est rapidement perçu par les Kurdes de Syrie comme « une porte d'entrée vers des négociations » avec Damas (Mizkin Ahmed, coprésidente du bureau diplomatique de l'AANES à Bruxelles³) et « un jalon historique pour la reconnaissance des droits des Kurdes » (Dr Badran Jia Kurd, coprésident du Conseil exécutif de l'AANES⁴). Cependant, trois jours plus tard, le 13 mars, le président syrien signe unilatéralement une déclaration de nouvelle constitution, annonçant une feuille de route sur cinq ans pour la construction d'une « nouvelle Syrie », réaffirmant l'unité du territoire syrien. Le caractère islamique plus affirmé de la nouvelle Constitution Constitutionnelle⁵ mais surtout le maintien de la conception arabiste de la nation syrienne, qui ne fait aucune mention des droits des Kurdes ou d'une quelconque « autonomie », [a choqué de nombreux observateurs dans la](#)

¹ Géographe et chercheur CNRS (Migrinter, UMR 7301, université de Poitiers).

² Docteur en géopolitique.

³ Propos recueillis par téléphone par les auteurs.

⁴ Propos recueillis par téléphone par les auteurs.

⁵ Une différence importante entre ce document et les constitutions précédentes (1973 et 2012) crispe les minorités en Syrie : il était auparavant stipulé que la jurisprudence islamique était « une source principale de la législation » ; elle devient en 2025 « la source principale de la législation ».

[sphère politique kurde](#). En outre, la nouvelle constitution à venir confère des pouvoirs extraordinaires au président sans contrepoids significatif, créant ainsi ce que de nombreux Syriens considèrent comme un autre système autoritaire qui trahit les aspirations démocratiques de la révolution. Des membres de l'AANES, comme des minorités, ont tout particulièrement critiqué cette déclaration pour son caractère non inclusif, ce qui « [contredit la réalité de la Syrie et sa diversité](#) ». Ce coup de théâtre contredit l'accord signé avec les FDS, reflétant un profond changement géopolitique qui place dorénavant les Kurdes en confrontation avec Damas.

Suite à cette crise constitutionnelle, les partis kurdes ont convoqué une conférence globale qui a marqué un tournant important dans la dynamique des négociations. Cette conférence - appelée « Conférence pour l'unité de la position kurde » - s'est tenue à Qamishli, dans le nord-est de la Syrie, le [26 avril 2025](#). Ce rassemblement historique a réuni plus de 400 personnalités politiques, civiques et indépendantes kurdes de Syrie, d'Irak, de Turquie et d'autres régions afin d'articuler une vision politique unifiée pour le peuple kurde dans le paysage syrien post-Assad. Les revendications de la délégation unifiée se sont centrées sur la reconnaissance des droits kurdes et des administrations autonomes au sein d'une Syrie « décentralisée », en évitant soigneusement le terme de « fédéral », qui incommode les dirigeants arabes syriens qui accusent les Kurdes de chercher à diviser la Syrie.

La conférence de Qamishli défend la vision d'une Syrie décentralisée et démocratique, avec des garanties constitutionnelles sur les droits kurdes. Loin d'un séparatisme des Kurdes, elle semble plutôt viser à leur intégration au sein d'un État unifié tout en préservant leur identité culturelle et politique. Il est à noter qu'une délégation – issue du 26 avril – négociera spécifiquement pour les droits du peuple kurde en Syrie, tandis que les FDS, la branche armée de l'AANES, ont déjà mis en place une délégation distincte pour représenter la totalité de la région autonome du nord-est de la Syrie, composée d'Arabes, de Kurdes et des autres minorités. Durant l'été, [une nouvelle conférence à Hassaké](#) a regroupé autour de l'AANES les principales tendances de l'opposition démocratique à Al-Shara (représentants druzes et alaouites compris) pour appeler à la mise en place d'une nouvelle constitution plus inclusive et d'une Syrie moins centralisée.

Les FDS et leur Conseil démocratique syrien, aile politique qui contrôle les administrations autonomes mises en place depuis 2013, considèrent ces gains et ces acquis comme non négociables. Ils ont rejeté la déclaration constitutionnelle unilatérale du président syrien par intérim, ce qui explique pourquoi les négociations entre Damas et Qamishli n'ont guère progressé. Même si plusieurs réunions se sont déjà déroulées, aucun résultat concret n'est ressorti ; cette situation pourrait persister longtemps, car ce que les Kurdes réclament, Al-Shara n'est pas prêt à l'accepter. Le gouvernement transitoire a déclaré que la division territoriale représentait une « ligne rouge », signalant un durcissement des positions qui complique considérablement le processus de négociations.

L'allègement des sanctions et la carte du Golfe : une option risquée ?

Le 23 mai 2025, l'administration Trump lève les sanctions imposées à la Syrie, à la suite d'accords conclus à Riyad le 14 mai. Les États-Unis acceptent l'idée d'intégrer les combattants ouïghours de Chine et d'autres pays encore présents en Syrie (comme le Parti islamique du Turkestan, le PIT) dans le nouveau cadre sécuritaire syrien. Cette stratégie, qui évite l'expulsion de combattants islamistes radicaux étrangers, vise à empêcher qu'ils ne rejoignent l'État islamique ou qu'ils ne quittent le pays et se livrent à des activités terroristes ; mais elle représente un pari risqué. La question reste de savoir si Damas peut réellement contrôler ces combattants venus pour le djihad international. Que se passera-t-il si des poursuites judiciaires internationales sont engagées à leur encontre en cas de violences, comme lors des récents massacres alaouites et druzes, événements auxquels ils sont accusés d'avoir participé ? Sur ce point, la position américaine reste floue. Et cela crispe tout particulièrement les minorités religieuses syriennes, ainsi qu'une partie des dirigeants kurdes de l'AANES qui œuvrent pour un système politique plutôt séculier.

Au cours de sa tournée au Moyen-Orient au printemps 2025, le président Trump a confirmé que l'Arabie saoudite restait le partenaire privilégié des États-Unis dans la région ; le Qatar et les Émirats arabes unis se positionnant derrière Ryad en tant que force régionale. [En promettant d'investir](#) plus de 2000 milliards de dollars américains dans l'économie de défense et de l'énergie aux États-Unis, ces pétromonarchies du Golfe prennent en charge une bonne partie des coûts de la défense états-unienne au Moyen-Orient. Ce positionnement de Trump dans la région représente une tentative d'externaliser les affaires syriennes à l'Arabie saoudite, nouvel acteur majeur régional, donnant à la Syrie une chance de se reconstruire.

Cependant, cette politique comporte des risques pour le pays, car les États du Golfe ne font pas de la démocratie une priorité pour les Syriens. Chacune de ces monarchies conserve leur propre agenda : Émirats arabes unis et Arabie Saoudite tentent surtout de contrer l'influence turque en se positionnant comme des acteurs diplomatiques dans les tensions internes en Syrie. Ryad a développé des relations étroites avec l'AANES (le shaykh Mahmoud Muslat al Djoubouri, de la tribu des Djoubour, membre du Conseil démocratique syrien⁶, a été un acteur de ce rapprochement par exemple). D'anciens rebelles du Front Sud (région de Deraa), qui étaient soutenus par Abu Dhabi depuis des années, s'étaient opposés à Al-Shara. Leur chef de file, Ahmad Al-Awdea, a cependant été lâché suite à la visite du président syrien par intérim dans la capitale émiratie en avril 2025. Plus récemment, Abu Dhabi est entré en contact étroit avec Israël sur la question druze syrienne, ainsi qu'avec un des chefs religieux druzes de Sweida, le shaykh el-Hijri. De son côté, le Qatar, aligné sur la Turquie, aide financièrement Damas. Au final, chacun privilégie son influence régionale, au détriment d'une Syrie pacifiée. Ils se satisfont grandement du fait que la Syrie ne soit plus entre les mains de l'Iran et que les États-Unis protègent la région d'un Iran nucléaire, tout en le maintenant dans un état d'affaiblissement. Déléguer ainsi aux puissances du Golfe le devenir de la Syrie n'augure rien de bon pour la stabilité future du pays.

Des dynamiques sécuritaires régionales favorables aux Kurdes

Une force armée fragmentée

Damas n'est pas parvenue à unifier les différentes factions armées opérant en Syrie, en particulier celles regroupées sous l'appellation « Armée nationale syrienne », qui continue d'être soutenue et financée par la Turquie, et ce depuis 2017. Le contrôle turc exercé sur ces factions armées signifie, dans un sens, que la Turquie peut les déployer dans la direction de son choix, contre les Kurdes ou tout autre groupe s'opposant aux intérêts turcs. De plus, Damas apparaît comme extrêmement affaiblie par tout un ensemble de factions militaires divisées, tribales ou locales, qui possèdent leur propre agenda (cas de Deraa où les violences sont sporadiques ; de tribus arabes de l'Euphrate). Pour l'instant, son armée hétéroclite privée de matériel militaire ne semble pas en mesure d'entreprendre une aventure militaire contre les Kurdes.

De plus, la menace de l'EI a ressurgi en Syrie, principalement dans les régions désertiques du centre-est. Les causes de tensions et de rancœurs sont diverses et propres à chaque région de Syrie, mais globalement l'intégration de combattants étrangers djihadistes internationaux ont pour le moment empêché le pays d'évoluer vers une véritable accalmie sécuritaire, même si les USA semblent convaincus du contraire. Avec les massacres du printemps et de l'été 2025 contre les minorités religieuses alaouites et druzes, nombreux sont désormais leurs membres à souhaiter la « partition » - *taqsiim* (entretiens personnels réalisés auprès d'habitants de Sweida). Cette position est partagée par une partie des habitants et des dirigeants de l'AANES. Le recours à cette nouvelle armée syrienne, composée de divers groupes islamistes, a montré de sérieuses limites lors des interventions sur la côte syrienne et dans la montagne druze. Pour lutter efficacement contre le terrorisme de l'EI, elle

⁶ Le Conseil démocratique syrien (*Meclisa Sâriya Demokratîk* - MSD) est l'aile politique des FDS.

manquera cruellement de crédibilité. Cette situation maintient la Syrie dans un état d'instabilité et offre un terrain fertile pour divers scénarios de conflits locaux.

Une présence occidentale durable

Les forces armées américaines resteront à n'en pas douter dans la région du nord-est syrien ; plusieurs raisons stratégiques l'expliquent. La question des prisonniers djihadistes détenus dans les centres de détention de l'AANES en est une : les États-Unis secondent les FDS sur ce dossier. La Turquie, qui menace toujours la région d'une intervention, entre aussi dans l'équation. Mazloum Abdi, chef des FDS, a menacé de cesser de surveiller les prisons djihadistes [si les États-Unis n'intervenaient pas pour empêcher les actions de la Turquie](#) (intrusion et ciblage de personnalités kurdes par drones essentiellement). La menace s'est sensiblement atténuée depuis début 2025, notamment suite au dégel des relations entre PKK et Ankara (le PKK a notamment annoncé son démantèlement et la fin de la lutte armée), et après l'accord de mars 2025 entre Mazloum Abdi et Ahmad al-Shara à Damas.

Enfin, le partenariat États-Unis - FDS permet à Washington de continuer à surveiller les agissements de l'Iran dans la région, tout en conservant une importante carte politique à l'intérieur de la Syrie. Les forces kurdes laïques demeurent un acteur important de l'équation politique syrienne en maintenant un équilibre précaire avec le nouveau pouvoir syrien ; mais en même temps, dans cet environnement tendu, elles ne pourraient pas tenir sans le soutien de l'Occident face à Ankara et Damas. [Le maintien d'environ 1 000 soldats américains](#) sur le territoire sous contrôle des FDS constitue à la fois une garantie de sécurité et un atout diplomatique. De récentes déclarations de responsables militaires américains ont souligné leur engagement à maintenir cette présence. Le général Michael Kurilla, chef du Commandement central américain (USCENTCOM), a indiqué, lors de sa visite en février 2025 dans le nord-est de la Syrie, que les forces américaines continueraient à soutenir les opérations de stabilisation menées par les FDS.

Les tribus arabes de Djézireh : une faiblesse de l'AANES

Depuis la création du processus d'autonomie politique dans le nord-est syrien sous l'impulsion des Kurdes (dès fin 2013), une partie de la population arabe locale supporte mal la domination kurde. Et la création des FDS arabo-kurdes, souhaitée et appuyée par les États-Unis depuis 2015, n'a pas permis de gommer les réticences d'une partie des arabes à l'égard de l'AANES. Depuis des années, certains notables arabes locaux souhaitent rejoindre l'État syrien et retourner sous la coupe de Damas.

En Djézireh, région à l'est de l'Euphrate, plus de la moitié de la population est arabe ; et même si les Kurdes, surtout grâce à la présence des États-Unis, ont réussi à rattacher des notables arabes tribaux à l'administration autonome, il n'en demeure pas moins qu'une partie des tribus leur demeurent hostiles. Cela explique la persistance de cellules de l'EI au sein des populations locales de la région, mais aussi de tensions qui ont émergé bien avant le départ d'el-Assad.

En 2023 plus particulièrement, des tribus arabes s'étaient soulevées et rebellées contre la gouvernance kurde dans la région de Deir ez-Zor. Au cours de l'été, Ahmad al-Khabil, l'ancien chef du conseil militaire de la ville avait été arrêté pour corruption par les FDS, ce qui avait déclenché une insurrection armée à l'origine de victimes dans les deux camps. Mais les raisons de ce soulèvement s'expliquaient surtout par le mécontentement des chefs tribaux envers l'administration autonome. Ils réclamaient plus de participation au sein de l'AANES, c'est-à-dire des postes de responsabilité, et surtout un meilleur partage des ressources locales, car la région est riche en pétrole. Dans un entretien réalisé en 2024 dans la région, un responsable arabe du Conseil démocratique syrien de Deir ez-Zor, Dc Khassan Youssef, affirmait que *« pour de nombreux habitants et certains chefs tribaux, les Kurdes pillent la région de ses ressources à leur profit. (...) L'administration autonome, perçue comme kurde, est détestée à Deir ! Il y a un fort ressentiment de la population locale à son encontre ; on ne peut pas le nier »*.

* *

*

2025 a encore été une année de violence en Syrie. Pour le moment, le contexte géopolitique régional fait perdurer le modèle de gouvernance arabo-kurde (AANES), car l'instabilité semble créer de nouvelles opportunités pour les manœuvres diplomatiques. Le jeu complexe d'acteurs locaux et régionaux en concurrence crée un potentiel de triangulation favorable aux forces kurdes, tandis que la déstabilisation régionale met en évidence la stabilité territoriale des FDS comme un atout stratégique précieux. La combinaison de leur influence économique grâce aux ressources énergétiques, de leur capital diplomatique grâce à la gestion des prisonniers de l'EIIL et de leurs partenariats stratégiques avec les puissances occidentales positionne les forces kurdes non seulement comme un acteur régional clé, mais aussi comme un partenaire indispensable à la reconstruction de la Syrie.

Pourtant, tout ne fonctionne pas parfaitement au sein des territoires sous contrôle de l'alliance arabo-kurde ; et l'évolution de la situation politique interne en Syrie reste bloquée. Le rejet catégorique par Damas de la décentralisation territoriale, considérée comme « ligne rouge », indique que la voie à suivre sera plus complexe que prévue. L'émergence de deux voies de négociation distinctes, l'une pour les droits spécifiques aux Kurdes et l'autre pour une représentation plus large du nord-est de la Syrie, reflète à la fois la sophistication stratégique des Kurdes et les contradictions inhérentes à leur position. Le fait que les Kurdes évitent soigneusement la terminologie « fédérale » au profit d'une gouvernance « décentralisée » démontre leur conscience des sensibilités arabes syriennes, mais le rejet de Damas suggère que même les compromis sémantiques ne suffisent pas à combler le fossé entre les aspirations à l'autonomie kurde et les impératifs d'unité syrienne.

Les prochaines années détermineront si les FDS pourront passer d'une force militaire régionale à une entité politique permanente dans le cadre syrien ou si le pays risque de replonger dans le conflit. Leur succès dépendra de la mise en place de modèles de gouvernance inclusifs qui tiennent compte de la diversité des communautés syriennes, de la préservation des acquis de l'autonomie obtenue depuis 2013 et surtout du soutien extérieur qui garantit leur pérennité. La récente visite de Mazloum Abid à Damas (7 octobre 2025), et celle du président syrien par intérim à Moscou (15 octobre 2025), apparaissent comme des étapes d'un processus qui ne fait que débiter et dont il est trop tôt pour y entrevoir l'aboutissement, tant le chemin semble pavé d'embouches.